

## ENGAGEMENTS DE LA SUISSE AU BURUNDI

Le partenariat entre le Burundi et la Suisse date de 1969 avec un premier accord technique entre la Suisse et la Faculté d'économie de l'Université du Burundi. Cette coopération s'est renforcée via l'engagement humanitaire de la Suisse au Burundi en ouvrant un bureau à Bujumbura en novembre 2001 qui s'est transformé par après en un Bureau de Programme de Coopération en 2007, disposant d'un premier accord et actualisé en 2012.



Après une période d'instabilité politique, et d'isolement, le Burundi a repris son rôle sur la scène internationale avec le Gouvernement issu des élections de 2020. Étant donné les différents défis au niveau économique, social, et politique du Burundi, la Coopération suisse s'engage actuellement dans le cadre de son programme de coopération Grands Lacs 2022-2025 dans les domaines de la **Gouvernance**, la **Santé et Nutrition** ainsi que l'**Emploi et Développement Economique**. Ces engagements sont exécutés en étroite coordination avec la Division de Paix et Droits de l'Homme (DPDH) dans un esprit nexus / « Whole of Government Approach » (WOGA).

La Suisse au Burundi s'engage aussi dans la coordination de l'aide avec les autres Partenaires au Développement (PD) et soutient la réforme UN via le renforcement du Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et la mise sur pied du MultiPartner Trust Fund (MPTF).

### Gouvernance, Protection, Paix, et Culture

Les Programmes du domaine Gouvernance visent à : *l'amélioration de la gouvernance, une protection accrue des civils ainsi qu'un meilleur respect des droits de l'homme contribuent à la prévention des conflits récurrents dans la région des Grands Lacs et à renforcer la résilience des communautés affectées.*

La nature des systèmes de gouvernance en place, la gestion des ressources, le degré d'exclusivité des dynamiques politico-économiques et les facteurs identitaires restent les plus grands freins à la réduction de la pauvreté, au développement durable, et à la paix dans la région. C'est pour cela que la contribution à la protection des civils et la réduction des multiples causes de fragilité et de conflits reste au cœur de l'engagement de la Suisse dans la région. Au Burundi, la Suisse soutient les processus locaux de redevabilité entre l'Etat et les citoyens, les mécanismes de prévention/transformation des conflits en vue d'une plus grande inclusion sociale ainsi que le dialogue entre acteurs par le biais des médias pluriels et professionnels. Les programmes sont mis en œuvre via des contributions à des partenaires régionaux, nationaux et locaux.

Au Burundi, cet engagement se concrétise via 3 axes à savoir :

- ✓ Transformation et prévention des conflits
- ✓ Renforcement de l'Etat de droit et protection des civils
- ✓ Renforcement des espaces de dialogue inclusives, traitement du passé et redevabilité sociale

Le volet Protection est pris en charge par l'Aide Humanitaire.

Le programme d'appui au secteur culturel « KU-ZÍKO » s'inscrit dans le but de promouvoir la culture comme vecteur de consolidation de la paix, de cohabitation inclusive et de développement économique au Burundi et de changer la perception de la culture en étant non

seulement folklorique mais aussi artistique et bénéfique économiquement. Il se focalise sur la mise en place d'un cadre légal et institutionnel permettant à la population, issue de divers rangs sociaux et vivant tant en milieu urbains, périurbains que ruraux, à accéder aux productions artistiques diversifiées et de qualité.

### **Santé et Nutrition**

L'objectif principal du portefeuille se résume comme suit : ***L'état de santé et le bien-être des populations les plus vulnérables est amélioré.***

La santé de la population burundaise reste précaire. Le Burundi fait face à un double fardeau des maladies transmissibles (infectieuses) sous forme endémique et épidémique et non transmissibles (maladies chroniques, mentales, nutritionnelles, violences interpersonnelles et basées sur le genre, « stunting » de 52,2%, etc.) dans un contexte de pauvreté, de système de santé peu performant avec des problèmes d'accessibilité financière et de qualité de soins.

La Suisse maintient son engagement dans ce domaine pour renforcer la légitimité de l'Etat Burundais dans l'offre des services de base qui se structure autour de la santé mentale post traumatique et la nutrition à travers le Multi Partner Trust Fund (MPTF) des Nations Unies. La santé mentale a été confirmé comme thème transversal ou comme base pour une paix et un développement durable par les partenaires de la Suisse au Burundi. Son action pose les conditions d'une participation citoyenne et responsable au développement du Burundi.

Toujours dans le souci de faire face au contexte d'impunité et de violence interpersonnelle, la Suisse planifie un programme de médecine légale comme aide à la justice par le biais notamment d'une police scientifique pour la consolidation de la paix, mais également sur la santé sexuelle et reproductive axée sur la planification familiale pour les adolescent(e)s et les jeunes afin de faire face aux défis de la croissance démographique.

### **Emploi et Développement Economique**

L'objectif principal du portefeuille est résumé comme suit : ***Plus de jeunes, dont une majorité de femmes, ont les compétences nécessaires pour générer du revenu et bénéficier d'opportunités d'emploi dans un environnement propice aux MPME.***

Le manque de perspectives économiques pour la jeunesse est l'un des défis principaux auxquels fait face la région. Pour pallier à celui-ci, la Suisse au Burundi ensemble avec

les Ministères compétents s'engage dans le domaine de la formation professionnelle pour contribuer à l'augmentation des revenus des ménages ruraux par l'accès aux emplois de qualité. La Suisse, par la promotion des matériaux locaux de construction respectueux de l'environnement, intervient également dans le secteur de l'urbanisation durable. Dans le secteur du café, la Suisse s'engage, ensemble avec le secteur privé, pour améliorer les conditions de vie des caféiculteurs. Enfin, dans ce programme, la Suisse promeut l'accès aux services financiers pour les petites et moyennes entreprises avec une volonté d'accroître les rôles des femmes dans les PME.

L'engagement de la Suisse dans ce domaine se structure autour de trois axes :

- ✓ **Formation professionnelle et création des emplois d'entrée non agricoles**
- ✓ **Soutien aux MPME et inclusion financière (accès aux finances)**
- ✓ **L'engagement avec le secteur privé, notamment dans le secteur de café**

### **Politique de Paix de la Suisse**

Lors d'un projet initialement soutenu par la Division Paix et Droits de l'Homme(DPDH), qui appuyait des groupes de dialogue composés par des jeunes des différents partis politiques, un de ces groupes de dialogue s'est transformé en coopérative. Pour renforcer la durabilité de cette initiative, la Suisse donne un soutien à l'auto-développement et à la tolérance politique envers les jeunes affiliés à différents partis politiques dans cette coopérative, en collaboration avec une microfinance, ce qui ouvre d'autres opportunités pour la cohésion sociale en y impliquant le secteur privé. La Suisse, à travers la DPDH, s'est positionnée également comme acteur principal avec lequel le parlement Burundais accepte de travailler pour le renforcement des capacités thématiques des députés et sénateurs. Etant la seule institution politique où se retrouvent les différentes partis politiques, y inclut l'opposition, ces sessions de formations donnent ainsi l'opportunité pour un dialogue à travers les lignes politiques. Actuellement, les citoyens burundais, la classe politique et la société civile apprécient positivement le rôle joué par les parlementaires lors du contrôle de l'action

gouvernementale qui est à la base notamment des limogeages de certains ministres et administratifs locaux<sup>1</sup>.

### Genre – thème transversal

La réduction des inégalités liées au genre est à la fois un objectif et une précondition pour le développement. La région des Grands Lacs reste caractérisée par des inégalités de genre structurelles, avec des relations de pouvoir très déséquilibrées qui s'étendent à toutes les sphères de la vie privée et publique. Dans son portefeuille, la Suisse au Burundi met un accent sur :

- L'inclusion et la participation des femmes dans les espaces de prise de décision ; la valorisation des rôles des femmes dans la culture de la paix et la cohésion sociale (objectif 1)
  - La poursuite et le renforcement de l'engagement en faveur de la santé mentale et la lutte contre les violations basées sur le genre (objectifs 1 et 2)
  - La lutte contre les inégalités entre hommes et femmes sur le marché de l'emploi et la promotion de l'entrepreneuriat féminin y inclus son accès aux crédits (objectif 3)
- L'atteinte de résultats significatifs requiert les modalités suivantes : analyses genre, dialogue politique soutenu, alliances avec d'autres donateurs et organisations féminines ainsi qu'un suivi rigoureux des effets.

### Prévention de l'Exploitation Sexuelle, Abus et Harcèlement(PSEAH)

La prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels (PSEAH) et protection contre de tels actes est une priorité de la DDC et dans les organisations partenaires, y compris le devoir d'introduire et d'ancrer les mécanismes PSEAH.

Ceci se traduit par la mise en place des Plans d'Action PSEAH tant à l'interne qu'à l'externe avec les partenaires et des formations sur la thématique.

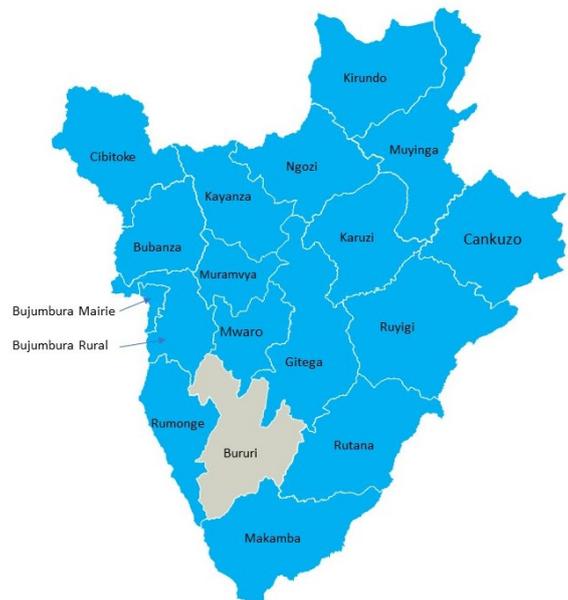
### Modalités de mise en œuvre des Portefeuilles

1. **Une gestion régionale** dans le cadre du Programme multi-pays qui adapte les interventions régionales au contexte national
2. **« Localizing Aid »** en privilégiant les contributions aux acteurs nationaux et locaux souvent plus proches des réalités et besoins de la population –Ceci implique une co-crédation des engagements avec les acteurs nationaux et

<sup>1</sup> <https://www.iwacu-burundi.org/enfin-le-reveil-du-parlement/>

locaux, soulignant une appropriation locale, en reconnaissant que ces acteurs, comprennent plus en détail les dynamiques et possibles solutions aux obstacles de développement et de paix.

3. **Gestion adaptative et sensible aux conflits** avec une évaluation régulière du contexte et son impact sur nos interventions
4. **Engagement avec le secteur privé** pour mobiliser des fonds supplémentaires non-étatiques pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD)
5. **Whole of government approach (WOGA)** afin renforcer le nexus paix, développement et humanitaire dans toutes les interventions.



Carte montrant les zones d'engagement (Source: DDC)

---

**IMPRESSUM**

Département fédéral des affaires étrangères DFAE  
Direction du développement et de la coopération DDC Division Afrique  
Subsaharienne  
Freiburgstrasse 130, 3003 Berne  
+257 22 24 49 32  
[bujumbura@eda.admin.ch](mailto:bujumbura@eda.admin.ch)  
[www.eda.admin.ch/deza/fr/home/pays/grands-lacs](http://www.eda.admin.ch/deza/fr/home/pays/grands-lacs)  
Foto: ©DDC

Pays	Burundi,
Zones d'engagement	Bubanza, Kayanza, Ngozi, Cibitoke, Muramvya, mairie de Bujumbura, Bujumbura Rural, Mwaro, Cankuzo, Ruyigi, Kirundo, Rumonge, Muyinga, Makamba, Gitega, Karuzi
Durée	2022– 2025
Budget Global Burundi	2022 : 9.029.162 CHF
Budget Gouvernance	2022 : 1.758.310 CHF
Budget Santé Nutrition	2022 : 4.602.914 CHF
Budget Emploi et Dev Économique	2022 : 2.667.937 CHF
Population cible	Jeunes et femmes
Orientation Stratégique	Plan National de Développement du Burundi (PND): ODD 16 : Paix, Justice et Institutions efficaces Emploi et Dev ODD 1 : Pas de pauvreté ODD 4 : Education de qualité ODD 8 : Travail décent et croissance économique ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques